



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 28 novembre 2016

Fillon, dans la course pour servir les riches

Fillon a donc été choisi par l'électorat de droite, souvent bon chic bon genre, parfois vieille France, toujours bien-pensant. Il n'y avait, sur le fond, aucune différence avec Juppé, deux candidats qui ont gouverné ensemble par le passé.

Fillon promet maintenant de faire pire que « depuis 30 ans ». Il prend pour modèle Thatcher, cette chef du gouvernement britannique qui, dans les années 1980, mena une guerre hargneuse contre ceux qu'elle appelait « les ennemis de l'intérieur » : les travailleurs et leurs organisations.

Fillon promet, lui aussi, une saignée aux classes populaires. Il dénonce le chômage mais veut supprimer 500 000 emplois de fonctionnaires, c'est-à-dire tailler dans les effectifs des écoles, des hôpitaux, des crèches et des bibliothèques de quartier. Oh, les riches ne seront pas gênés, eux, qui ont leurs domestiques, leurs cliniques privées et qui, comme Fillon, mettent leurs enfants dans des écoles privées huppées ! En revanche, la vie sera plus difficile pour les habitants des villes et des quartiers populaires, et pour ceux des campagnes.

Fillon veut supprimer les 35 heures. Pour fixer la durée du travail, les patrons auraient toute latitude : dans chaque entreprise, ils pourraient faire un chantage aux licenciements pour imposer une hausse, avec 48 heures comme seul plafond, et sans que les salaires suivent.

Fillon veut reporter l'âge de la retraite à 65 ans, dérembourser une grande partie des soins, démanteler le Code du travail. Le député du très chic 7^e arrondissement de Paris veut faciliter les licenciements et réduire les allocations chômage. Il veut augmenter de 2 % la TVA, l'impôt le plus injuste. Il veut restreindre le regroupement familial des travailleurs étrangers, lui, le soi-disant grand défenseur de la famille. Aux salariés et aux chômeurs, il promet du sang et des larmes.

Mais quand il s'adresse aux riches, le père Fouettard se transforme en Père Noël : suppression de l'impôt sur la fortune, baisse de l'impôt sur le revenu pour les plus riches, baisse de 40 milliards des charges patronales, transfert d'une partie de l'assurance maladie aux assureurs privés. Son amie, c'est la finance !

Ses positions contre l'IVG et le mariage homosexuel sont bénies par tout ce que le pays

compte de grenouilles de bénitier.

Fillon a été ministre de Chirac, puis le Premier ministre de Sarkozy de 2007 à 2012. Depuis, c'est la gauche qui a mené une politique de droite : un million de chômeurs en plus, les accords de compétitivité, la loi Macron, la loi El Khomri... Le PS a ainsi préparé le terrain pour une politique encore plus antiouvrière. Après cinq ans au service du patronat, Valls et Hollande sont rejetés par ceux-là même qui les ont élus, mais veulent rempiler pour continuer la même politique.

Le Pen redoute maintenant que ses électeurs aillent vers Fillon, comme ceux de son père avaient voté Sarkozy. En effet, bien malin qui pourrait dire lequel, de Fillon ou de Le Pen, a le programme le plus réactionnaire. Le Pen misera sur le fait que, comme Trump aux États-Unis, elle n'a jamais été associée au pouvoir. Mais, comme le cas de Trump le montre bien, cela n'empêche pas d'être un serviteur dévoué à la classe capitaliste.

Quand ils étaient au pouvoir, Fillon et ses comparses n'ont pas osé prendre les mesures qu'il propose aujourd'hui, car ils craignaient les réactions des travailleurs et ils n'avaient pas tort. De Gaulle, le modèle de Fillon, dut en rabattre devant la grève générale de mai-juin 1968. Juppé, en 1995, remballa sa réforme de la Sécurité sociale et des retraites. Villepin, en 2006, dut enterrer le CPE, qui visait à précariser encore plus les jeunes.

Aujourd'hui, Fillon espère que l'élection lui donnera les coudées franches contre la classe ouvrière. Mais s'il est élu, elle n'aura aucune raison d'accepter les coups qu'il voudra lui porter. Elle aura encore toutes ses armes pour réagir, avec grèves et manifestations de masse, contre les attaques du grand patronat et du gouvernement.

Puisque les élections en fourniront l'occasion, les travailleurs doivent exprimer leur rejet de toute politique antiouvrière, quel que soit le futur président. Avec la candidature de Nathalie Arthaud, portée par Lutte ouvrière, ils pourront dire qu'ils n'acceptent ni la hausse du temps de travail et du coût de la vie, ni la baisse des salaires, ni l'accroissement de l'exploitation. Face aux politiciens qui veulent gouverner pour le grand patronat et les banquiers, ils devront exprimer un vote conscient, lucide, pour affirmer leurs intérêts de classe et faire

entendre le camp des travailleurs.

One-man-show

Aux briefings, on nous a annoncé que le directeur renouvelait sa tournée de spectacles de l'année dernière. Il faut croire que ça lui a plu ! Nous demander des efforts supplémentaires, justifier les milliards de bénéfices distribués aux actionnaires, expliquer que nos salaires ne seront pas augmentés et qu'il n'y aura pas d'embauche... Comme spectacle de fin d'année, il y aurait sûrement mieux !

Le père Noël est une ordure

La direction annonce qu'il est hors de question qu'elle participe financièrement au repas de Noël. Elle accorde quelques minutes de pause supplémentaire pour qu'on puisse manger à la cantine, et elle trouve que c'est déjà bien assez.

Pour PSA, à Noël comme le reste de l'année, ce qui est dans sa hotte, c'est pour les actionnaires.

Faut-il plaindre Tavares ?

Tavares est « *le moins bien payé de tous les patrons de l'automobile occidentale* » a affirmé Gallois le président du conseil de surveillance de PSA, propulsé par le gouvernement.

Pour un peu Gallois va pleurer sur le triste sort de Tavares. On se fout de nous !

Loin des 14 500 € par jour de Tavares

Guère plus de 1 000 € par mois, voilà le salaire d'un intérimaire qui fait le même boulot qu'un embauché PSA. Cela ne choque bien sûr pas la direction qui trouve que nos salaires sont toujours trop élevés. A travail égal salaire égal.

Suppressions d'emplois : non merci !

Mardi 15 novembre, le CCE a approuvé les « ajustements d'effectifs », c'est-à-dire les 2133 suppressions d'emplois. Ce n'est parce que PSA a obtenu l'accord de divers syndicats que ses projets deviennent bons : des salaires bloqués, des emplois supprimés, une exploitation accrue, tout cela c'est le combat du patron pour son profit, et cela ne mérite que l'opposition des travailleurs.

Affutage : attention ça coupe !

La valse des externalisations continue. A Metz-Borny, la direction annonce fièrement que l'affutage ne fait pas partie du « Cœur de Métiers ».

Ainsi les salariés vont se retrouver en fabrication ou poussés à la démission, voire être vendus comme le reste, sans état âme de la part de la direction. Décidément, son cœur de métier à elle, c'est de gagner du fric.

Après la fermeture, les affaires continuent

D'après le journal Le Parisien, PSA commencerait à vendre le terrain de l'usine d'Aulnay. PSA, après avoir exploité les ouvriers pendant des années, puis en avoir envoyé des milliers au chômage, va toucher un gros paquet de cash en faisant une opération immobilière sur 160 hectares.

Ces dizaines de millions d'euros, les ouvriers licenciés, aussi bien que ceux qui continuent à enrichir la famille Peugeot, sont en droit d'en réclamer leur part.

Mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade

Si vous êtes tentés de prendre une option à la Mutuelle, il vous faudra attendre trois ans avant de pouvoir profiter de l'option que vous venez généreusement d'abonder pendant ces années.

La direction répond que c'est pour éviter les engagements opportunistes. Comme si la maladie ou les pépins de santé attendaient sagement trois ans avant de survenir !

Manque de monde : embauchez !

Tous les jours les RUs font le même constat, il manque du personnel. Dès qu'il y a un absent, les moniteurs sont en poste.

Qu'est-ce que la direction attend pour embaucher en CDI massivement ? Rien puisqu'il n'y a que nous qui subissons les conséquences.

Marre de faire des H- et des samedis à cause des manques pièces qui n'est pas le vrai problème. Le problème, c'est le manque de personnel.

Toute honte bue

Gallois, président du conseil de surveillance de PSA, s'occupe d'un fonds « Zéro chômeur » qui ambitionne de réduire le chômage, en remettant les chômeurs de longue durée au travail.

Gallois a commencé son boulot en étant à la tête de PSA, un groupe qui a supprimé 17 000 emplois et compte encore en supprimer 2 300. Guignol !

Fraudeurs et licenciés

Sa fraude sur les tests des voitures diesel a fait baisser les ventes de Volkswagen. Du coup, sa direction annonce 30 000 suppressions de postes dans le monde et veut augmenter de 25 % sa productivité en Allemagne afin d'augmenter ses marges de bénéfices.

Les patrons fraudent et, quand ils se font pincer, ce sont les salariés qui trinquent. Il y a vraiment

quelque chose de pourri dans ce système capitaliste.